

Rejoignons-nous vite maintenant

Pour APRÈS

#3

Vivre avec et dans la nature...

Une exigence à repenser

Les pandémies, telles que le Covid-19, ont presque toutes pour origine la destruction des milieux naturels et de la biodiversité qui s'opère au nom d'une croissance industrielle démesurée induisant une exploitation sans fin ni finalité de la nature. Cette dernière est réduite à l'état ressource. La contamination interpelle notre mode de développement qui relève de logiques de massification apparues dès la fin du XIXème siècle, et qui se sont généralisées avec la globalisation et la domination de la finance de marché à l'échelle planétaire.

Il nous faut, aujourd'hui encore plus qu'hier, penser la manière dont nous pouvons réconcilier les enjeux économiques et sociétaux à notre relation aux autres espèces vivantes et aux milieux qui contribuent à nous faire vivre tous. Engager la puissance du travail dans une relation retrouvée avec la nature est une question majeure.

Le grand repli face à la pandémie : la révélation d'un paradoxe

La crise que nous traversons, se présente, d'abord, comme une crise sanitaire majeure. Mais elle se révèle plus profondément comme une crise du rapport qu'entretiennent nos sociétés contemporaines à la nature : le grand désordre écologique provoqué par un développement sans limite des productions industrielles et à des modes de vie fondés sur de l'hyperconsommation. Les conséquences se retournent invariablement contre la dimension humaine des sociétés contemporaines. L'affaiblissement continu de la biodiversité se traduisant, notamment, par la disparition de nombreuses espèces, la pollution de l'air couvrant tout particulièrement les mégapoles, les catastrophes climatiques récurrentes, les conséquences dévastatrices des accidents nucléaires rapidement oubliées, et maintenant les pandémies modernes, sont autant de signaux alarmants du manque de compréhension et de considération du milieu qui nous permet d'être en vie. Avec le Covid 19, nous sommes au cœur d'un important paradoxe : celui d'une manifestation hostile de la nature qui oblige l'acceptation d'un grand repli, apparemment protecteur, mais qui induit une dynamique mortifère dans laquelle nos sociétés risquent de s'enfermer. Le remède risque de redoubler le mal si nous,

membres de la société civile, individuellement et collectivement, nous n'articulons pas des mesures de protection immédiate avec l'émergence et la généralisation d'activités humaines porteuses d'avenir et d'un nouveau rapport à la nature.

Les solidarités qui émergent un peu partout dans nos différents territoires sont essentielles, mais elles risquent d'être un feu de paille si elles n'ouvrent pas une voie nouvelle de développement pérenne qui permette d'en finir avec une économie fondée sur la suprématie de l'homme à l'égard de la nature. Nous avons besoin de nous dégager d'une vision absurde de l'homme détaché de son milieu. Vivre, produire, s'alimenter, s'instruire, se soigner avec et dans la nature en non contre elle, c'est ce à quoi nous invite l'épisode du Covid 19.

Sortir de la culture de la « maîtrise de la nature »

La période actuelle est aussi une phase importante de l'expérience anthropologique : celui du rêve impossible de la « maîtrise de la nature ». Les manifestations du réel de cette nature débordent les approches scientifiques et technicistes associées au cadre de réflexions des sciences expérimentales. Les sciences dites exactes sont, aujourd'hui, une fois de plus, prises de court. Dans un contexte qui déborde « l'entendement », nous n'avons pas d'autre choix que de sortir de la logique de la maîtrise technique du monde pour accepter que l'adversité nécessite des ressources d'un autre ordre provenant de la qualité des rapports sociaux, et de la qualité de notre rapport à la nature. Cette expérience irrémédiable doit pouvoir s'appuyer sur l'humilité afin d'apprendre, notamment de l'expérience des autres, d'une part, et d'être à nouveau sensibles à la nature ; en fin de compte, aux conditions de notre vie sur terre.

Si nous commençons à comprendre que le développement des pandémies est corrélé à la destruction des habitats naturels et au déclin général de la biodiversité, si nous pensons que la pollution ambiante ne fait qu'affaiblir la résistance de nos organismes aux infections provoquées par des virus tels que le Covid 19, si nous sentons enfin à quel point la privation de nature imposée par le confinement interagit sur l'état psychique de bon nombre de nos concitoyens, il est, alors, possible de nous dégager d'une dynamique économique et politique fondée sur la volonté de contrôle de toutes les espèces, y compris des êtres humains. Ainsi, abandonner, dès maintenant, la recherche de la maîtrise de la nature et des sociétés humaines, ouvre un champ de possibles très large, une perspective durable qui concilie nature et société humaine afin d'inaugurer le développement « d'après ».

L'économie industrielle, un rapport mortifère aux ressources naturelles et au travail : « le travail mort » :

Dans la réflexion concernant le modèle de production des biens et services indispensables à la vie en société, le rapport aux « ressources » naturelles vivantes (sol, eau, air, plantes, animaux...) joue un rôle essentiel. La tradition industrielle, vieille de plusieurs centaines d'années, a construit une logique de l'exploitation en assimilant toutes les ressources à des ressources inertes, « mortes » comme le sont les minerais, le pétrole ou d'autres matières premières. L'usage des ressources est, uniquement guidé dans la production, par les contraintes de manipulation fonctionnelle de l'inerte, d'un côté, et les enjeux de valorisation des engagements financiers, de l'autre. Les effets induits que cela provoque sur la société comme sur les milieux vivants, ne sont pas pris en considération. Les externalités négatives que la production produit, sont considérés comme des effets « collatéraux » : épuisement, dégradation, pollutions... Une telle logique favorise, certes, la massification de la production, mais elle laisse derrière elle un milieu fortement perturbé et fragilisé, y compris pour les êtres humains qui l'habitent. L'économie industrielle prend place dans un monde mort, inerte, sans vie : les choses, les plantes, les animaux, les êtres humains, eux mêmes, n'existent que subordonnés à la logique productive et de valorisation financière. Tel est le cas du rapport de cette économie aux ressources naturelles, ainsi que du rapport au travail.

Un rapport économique aux ressources naturelles plus soutenable consiste à reconnaître en elles un mode d'existence qui dépasse leur utilité dans la production, et donc à le respecter. Le sol permet certes de produire des céréales, mais il est également un milieu de vie de nombreuses espèces animales, un régulation du cycle de l'eau et de la qualité de l'air. Réinscrire les ressources de la production dans leur écosystème naturel ne signifie pas les sanctuariser en les rendant intouchables, mais développer des connaissances et des techniques conduisant à des usages plus prudents et respectueux des équilibres du milieu naturel, qu'est le milieu de vie de l'homme.

La « nature » ne désigne pas l'environnement naturel en tant que tel, avec sa logique propre, qui n'a pas besoin de mots pour exister. La nature désigne un élément central dans la construction de la culture et de la civilisation humaines, premier objet d'investigation et de connaissance : elle renvoie à l'exigence pour l'homme de bien connaître le milieu qui lui donne la vie (et qui peut la lui ôter). La nature est donc un objet culturel, un enjeu dans les choix de vie et les techniques de production, un déterminant de la vie et de la mort. En cela la nature est une affaire politique. A l'encontre d'une série de tendances contemporaines qui visent à « naturaliser le politique » (en cherchant dans la nature un modèle pour organiser la vie de l'homme), il nous semble plus que jamais important d'affirmer la nécessité de « politiser le rapport à la nature », comme enjeu sanitaire, économique et politique.

Comment changer concrètement de perspective ?

Coopérer avec la nature tout en faisant en sorte de satisfaire les besoins essentiels de 8 milliards d'habitants, bientôt beaucoup plus, requiert un changement radical de point de vue.

L'usage raisonnable des ressources incite fortement à considérer les capacités fonctionnelles des biens produits et des services rendus. Dès lors, il ne s'agit plus seulement de « produire proprement » mais d'accorder de la valeur aux solutions les plus en mesure de combiner les usages et d'internaliser les effets sociaux et environnementaux, alors parties intégrantes de la solution et non plus comptées comme des externalités.

Appliquée à l'agriculture et au bien vivre alimentaire, cette approche demande, par exemple de prendre en considération, dans la réponse apportée, la régénération du sol ou encore, l'amélioration de la biodiversité domestique (diversité variétale) et naturelle (agroforesterie, haies ou toute autre infrastructure écologique) sur chaque ferme.

En milieu urbain, l'idée de "parc public potager", de "poumons" ou "d'archipels" peut être avancée. A condition de reconsidérer le primat accordé à l'artificialisation du foncier, des espaces peuvent être sanctuarisés en vertu des fonctions sociales combinées qu'ils avancent, pour l'alimentation, la biodiversité et des activités récréatives régulées, par conséquent ouvertes à la fréquentation malgré le confinement.

Cette conception nouvelle se confrontera vraisemblablement aux dynamiques économiques industrielles qui déterminent encore aujourd'hui la planification des espaces et notamment, le développement des mégalofoles dans les pays émergents. Là où la minéralisation atteint son comble, là où la distanciation se creuse toujours plus entre l'homme et la nature, il faut s'attendre à trouver le nid de nos prochaines maladies planétaires.